

BE-A0525_723229_807050_FRE

Inventaire des archives de la Commune
d'Arsimont. Dépôt 2022 (1887-1977)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	12
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	15
État civil.....	15
Population.....	15
Élections.....	16
Affaires militaires.....	16
Travaux publics.....	16
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	17
Langues et écriture des documents.....	18
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements / compléments.....	18
Mode de classement.....	18
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal.....	21
1 - 3 Rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1953-1974.....	21
B. Répertoires.....	21
5 - 6 Répertoires des actes tenus par le secrétaire communal. 1920-1941.....	21
C. Correspondance générale.....	21
7 - 9 Registres-indicateurs de la correspondance sortante. 1960-1974.....	21
D. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	22
II. Organisation et personnel.....	23
A. Organisation et membres des organes politiques.....	23
1. Conseil communal.....	23
2. Bourgmestre.....	23
14 - 16 Dossiers individuels. 1939-1978.....	23
B. Personnel des services.....	23
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	23
2. Dossiers du personnel administratif et technique.....	23
3. Dossiers du personnel ouvrier.....	23

22 - 25 Dossiers individuels des cantonniers. 1946-1973.....	24
26 - 28 Dossiers individuels des commis du ravitaillement. 1950-1973.....	24
4. Dossiers du personnel de police.....	24
5. Dossiers du personnel enseignant.....	24
III. Patrimoine.....	25
A. Généralités.....	25
31 - 33 Livres-sommiers des biens, droits et rentes. 1927-1976.....	25
B. Biens immobiliers.....	25
35 - 36 Dossiers relatifs aux échanges de parcelles avec l'administration communale d'Auvelais. 1891-1894, 1955-1962.....	25
37 - 47 Dossiers relatifs aux ventes de biens. 1898, 1901-1909, 1922-1958, 1964, 1969-1970.....	25
51 - 55 Dossiers relatifs aux emprises à effectuer. 1946-1953, 1957-1961, 1966-1975.....	26
57 - 59 Dossiers relatifs aux acquisitions de parcelles. 1955, 1971, 1975-1976.	27
IV. Finances et fiscalité.....	28
A. Comptabilité du secrétariat.....	28
1. Budgets et annexes.....	28
62 - 64 Budgets annuels. 1954-1975.....	28
2. Registres de comptabilité.....	28
65 - 66 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1975-1976.....	28
3. Emprunts.....	28
4. Subventions des autorités supérieures.....	28
B. Comptabilité du receveur.....	28
1. Registres de comptabilité.....	28
69 - 71 Livres-journaux de caisse. 1951-1965.....	28
72 - 76 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1965-1974.....	29
2. Comptes et pièces justificatives.....	29
77 - 79 Comptes annuels. 1954-1976.....	29
80 - 95 Pièces justificatives aux comptes. 1952-1958, 1962, 1967-1972, 1974, 1976.....	29
3. Entrée en fonction du receveur.....	30
C. Impositions et taxes.....	31
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	31
99 - 102 Matrice cadastrale ou liste des propriétaires avec relevés de leurs propriétés foncières non-bâties et bâties (Modèle 212). [1887-1920].....	31
V. État civil.....	32
A. Registres de l'état civil et tables.....	32
B. Cimetières et funérailles.....	32
VI. Population.....	33
A. Registres et mouvements de la population.....	33
109 - 145 Registres de la population. 1887-1980.....	33
109 - 110 1887-1900.....	33
111 - 113 1901-1910.....	33
114 - 116 1911-1920.....	33
117 - 120 1921-1930.....	33
121 - 126 1931-1947.....	34
127 - 132 1948-1960.....	34
133 - 139 1961-1970.....	34
140 - 145 1971-1980.....	35
146 - 152 Index des registres de la population. 1887-1980.....	35
150 - 151 1961-1970.....	36

154 - 160 Registres des entrées. 1911-1976, 1979.....	36
161 - 165 Registres des sorties. 1901-1921, 1957-1976.....	36
B. Recensements et autres états de la population.....	37
167 - 170 Dossiers relatifs aux statistiques de la population. 1946, 1948-1975.	37
C. Cartes d'identité et permis de conduire.....	37
D. Étrangers.....	37
176 - 177 Registres des étrangers. 1938-1976.....	38
VII. Élections.....	39
VIII. Affaires militaires et guerres.....	40
A. Service militaire.....	40
183 - 184 Registres des militaires en congé illimité. 1906-1946.....	40
185 - 190 Dossiers relatifs aux levées de milice nationale. 1922-1976.....	40
B. Guerres et conséquences.....	41
IX. Ordre et sécurité publics.....	42
X. Santé publique.....	43
A. Service de traitement des déchets.....	43
B. Lutte contre les maladies épidémiques.....	43
199 - 200 Registres relatifs à la vaccination des enfants. 1944-1976.....	43
C. Analyse de l'eau potable.....	43
D. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	43
204 - 206 Dossiers relatifs aux demandes faites par la SA du Charbonnage d'Arsimont. 1901, 1907, 1918.....	43
212 - 213 Dossiers relatifs aux demandes d'établissement de boucheries- charcuteries. 1955, 1957, 1965, 1968, 1975.....	44
214 - 215 Dossiers relatifs aux dépôts d'essence. 1955-1976.....	44
216 - 218 Dossiers relatifs aux demandes d'établissement d'ateliers de constructions mécaniques. 1956-1957, 1961-1962.....	44
219 - 220 Dossiers relatifs aux demandes d'établissement de menuiseries. 1957, 1959, 1961.....	45
222 - 223 Lettres relatives à l'établissement d'oiselleries. 1961.....	45
232 - 233 Dossiers relatifs aux demandes d'établissement de porcheries. 1970- 1971, 1974.....	46
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	47
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses....	47
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	47
2. Bâtiments scolaires.....	47
245 - 246 Dossiers relatifs aux travaux d'extension et de modernisation des écoles. 1966-1972.....	47
3. Bâtiments du culte.....	48
247 - 250 Dossiers relatifs aux travaux au presbytère. 1916-1917, 1955- 1958, 1960-1968, 1970.....	48
251 - 257 Dossiers relatifs aux travaux effectués à l'église. 1924-1936, 1950, 1957-1961, 1965-1966, 1972-1975.....	48
4. Cimetière.....	49
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	49
1. Généralités.....	49
2. Voirie communale et vicinale (y compris les ponts, les égouts, etc.).....	49
264 - 273 Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration. 1903-1919, 1931- 1957, 1967-1976.....	49
274 - 282 Dossiers relatifs aux travaux de réfection. 1925-1935, 1941-1942, 1947-1957, 1974-1976.....	50

285 - 287 Dossiers relatifs aux travaux de réfection extraordinaire. 1950-1961.....	51
3. Voirie nationale.....	52
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	52
D. Services d'utilité publique.....	52
1. Distribution d'eau.....	52
2. Distribution d'électricité.....	52
3. Éclairage public.....	52
4. Téléphone.....	52
303 - 305 Dossiers relatifs aux travaux d'extension du réseau. 1943-1976.	53
5. Télédistribution.....	53
6. Transports en commun.....	53
E. Aménagement du territoire.....	53
XII. Enseignement.....	54
A. Cadre général.....	54
315 - 317 Dossiers relatifs aux créations d'écoles communales. 1950, 1967..	54
B. Organisation.....	54
C. Bâtiments.....	54
D. Finances.....	54
XIII. Bibliothèque communale.....	55
A. Cadre général.....	55
B. Personnel.....	55
C. Finances.....	55
XIV. Économie.....	56
XV. Affaires sociales.....	57
XVI. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance et la Commission d'assistance publique.....	58
336 - 337 Dossiers relatifs aux élections, prestations de serment et démissions des membres. 1888, 1898-1973.....	58
XVII. Relations avec la paroisse.....	59
A. Personnel.....	59
B. Patrimoine.....	59
C. Finances.....	59
345 - 347 Budgets annuels. 1953-1975.....	59
348 - 350 Comptes annuels. 1952-1976.....	59

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune d'Arsimont. Dépôt 2022

Période:
1887 - 1977

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0525.881

Etendue:

- Numéros: 352.00
- Etendue inventoriée: 9.10 m

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Namur

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune d'Arsimont

HISTORIQUE

La commune d'Arsimont est érigée par la loi du 15 juin 1887 adoptée à la Chambre des représentants par détachement de la commune d'Auvelais ¹. Cette loi implique que le nombre des membres du Conseil communal d'Auvelais reste fixé à 11 membres contre 9 pour celui d'Arsimont ². En 1887, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Fosses-la-Ville ³.

La commune fait partie de la province et des arrondissements administratif et judiciaire de Namur. Arsimont relève par ailleurs du canton de milice de Tamines à partir du 15 juin 1887, puis du canton de Fosses-la-Ville dès le 9 décembre 1913 ⁴.

Durant le XIXe siècle, Arsimont dépend pleinement de la commune d'Auvelais. Pourtant, avant même 1887 et l'érection d'Arsimont comme nouvelle commune distincte, le paysage économique du village s'est transformé. En effet, c'est vers le milieu du siècle qu'Arsimont devient un centre industriel et une agglomération dont les habitants réclament leur autonomie. Alors qu'ils dépendent d'Auvelais, ils se plaignent au Conseil provincial de retards de projets de construction d'une église et d'une école ⁵.

Les activités économiques d'Arsimont couvrent deux domaines : l'agriculture et le charbonnage. C'est en 1890 qu'est créée la Société civile du charbonnage d'Arsimont. Cette concession comportait plus de 600 hectares en-dessous de Fosses et d'Auvelais. La quasi-totalité des personnes travaillant aux sièges d'extraction étaient des ouvriers (700 sur 743) et la production annuelle atteignait environ 300.000 tonnes par an. Le territoire possède également un aspect très rural, parsemé de campagnes. Ainsi, en 1895, 320 hectares sur 416 de superficie communale étaient occupés par l'agriculture. En 1959, il y en avait encore 312. Les petites exploitations agricoles contribuaient ainsi à fournir un revenu d'appoint appréciable pour la population majoritairement composée d'ouvriers ⁶.

Arsimont dispose d'une église bâtie en 1860 et d'un cimetière construit en 1866 ⁷. Lors de l'invasion allemande de l'été 1914, l'église et son contenu ont

1 HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 1, Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 70.

2 Le Moniteur belge, journal officiel, 57e a., n° 176, 25 juin 1887, p. 1869.

3 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

4 Idem.

5 HASQUIN H., Communes de Belgique..., p. 70.

6 Idem.

7 Idem.

été incendiés et détruits. Le village est défendu contre les Allemands avec acharnement, ce qui cause la mort de 14 civils, l'incendie de 163 maisons et l'édification de 74 sépultures dont une terre commune allemande ⁸.

Sur le plan démographique, Arsimont compte 1.507 habitants en 1890, 1.754 habitants en 1900, 2.147 habitants en 1910, 1.956 habitants en 1920, 2.065 habitants en 1930, 2.256 habitants en 1947, 2.060 en 1962 ⁹ et 2.132 habitants à la veille de la fusion des communes en 1976 ¹⁰.

Le 1er janvier 1977, la commune d'Arsimont est fusionnée avec les communes d'Auvelais, Falisolle, Keumiée, Moignelée, Tamines et Velaine-sur-Sambre pour former la commune de Basse-Sambre, rebaptisée Sambreville en 1978.

La fusion forme une entité de 27.284 habitants pour 3.422 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " La fusion tend à fournir à l'agglomération d'Auvelais-Tamines et aux communes qui font partie de cette unité de vie sociale les moyens de s'adapter à leurs activités actuelles. Cette zone urbaine ancienne doit être restructurée, aménagée et dotée d'équipements nouveaux capables de développer des fonctions urbaines supérieures " ¹¹.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou

8 DE SEYN E., Dictionnaire historique et géographique des communes belges, t. 1, Turnhout, s.d., p. 52.

9 VRIELINCK S., De territoriale..., 3 volumes.

10 HASQUIN H., Communes de Belgique..., p. 70.

11 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ¹²".

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette

12 Pasiomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur les dossiers centraux des communes d'Arsimont et de Sambreville constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

Il ressort de la visite d'inspection de Gaston Beterams, archiviste de l'État, en février 1970, que les archives sont conservées dans de bonnes conditions dans le bureau du secrétariat communal. Rien ne manque depuis la création de la commune en 1887 et vu leur caractère récent, aucun dépôt n'est convenu¹³. Le rapport de l'inspection réalisée le 20 janvier 1977 au sein de la nouvelle entité de Basse-Sambre indique que les archives anciennes sont toujours conservées au siège des anciennes communes. Rien n'est indiqué quant à l'état de conservation des documents.

Le 7 novembre 1990, une nouvelle inspection est effectuée par Daniel Van Overstraeten. L'archiviste note le bon aménagement des locaux et de l'acquisition du matériel adéquat. Les documents sont disposés sur des rayonnages métalliques et classés selon le système de classification décimale universelle (CDU). Au début des années 2000, face à la saturation de ses locaux, l'administration communale fait plusieurs demandes d'autorisation d'élimination de documents. Les archives sont donc triées et éliminées en concertation avec les Archives de l'État et selon les normes en vigueur.

En vue de valoriser son patrimoine communal et de garantir sa pérennité, la commune a signé, en date du 21 mars 2016, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation du délégué de l'Archiviste général du Royaume¹⁴.

ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune de Sambreville. Le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Namur le 11 mars 2022 sous le n° 2022/11.

13 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Dossiers centraux, dossier " Commune d'Arsimont ".

14 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Dossiers centraux, dossier " Commune de Sambreville ".

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune d'Arsimont entre 1887 et 1976. Quelques dossiers, entamés avant la fusion des communes, ont été complétés après le 1er janvier 1977 : il s'agit du dossier individuel du bourgmestre Adhémar Collige (voir le n° 16 de l'inventaire ci-après), des registres de la population et de leur index (n° 140-145), d'un registre des entrées (n° 140) et d'un registre des inscrits, sursitaires et exemptés (n° 193). Un dossier antérieur à la création de la commune a été rendu par la commune d'Auvelais en 1947 et concerne des emprises effectuées sur des voiries du territoire d'Arsimont (n° 34). Force est néanmoins de constater que peu de documents antérieurs à la Première Guerre mondiale nous sont parvenus.

Procédons par grandes séries d'archives :

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements

relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités

provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, les fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du

culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :
MARÉCHAL Griet, *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988 (Miscellanea Archivistica Studia, 1).
MARÉCHAL Griet, *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005 (Miscellanea Archivistica Manuale, 52 et 53).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les registres aux délibérations, les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie¹⁵. L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par l'utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classification décimale universelle (CDU). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :
Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement

15 <http://geoportail.wallonie.be>.

est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ¹⁶. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ¹⁷. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

16 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

17 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

1 - 3 RAPPORTS SUR L'ADMINISTRATION ET LA SITUATION DES
AFFAIRES DE LA COMMUNE. 1953-1974.

1	1953-1959.	1 chemise
2	1960-1969.	1 chemise
3	1970-1974.	1 chemise
4	Extraits des registres aux délibérations. 1949-1975.	1 chemise

B. RÉPERTOIRES

5 - 6 RÉPERTOIRES DES ACTES TENUS PAR LE SECRÉTAIRE
COMMUNAL. 1920-1941.

5	1920-1932.	1 cahier
6	1933-1941.	1 pièce

C. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

7 - 9 REGISTRES-INDICATEURS DE LA CORRESPONDANCE
SORTANTE. 1960-1974.

7	1960-1966.	1 volume
8	1966-1973.	1 volume
9	1971-1974.	1 volume

- 10** *D. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE*
Dossier relatif au contentieux opposant la commune à Joseph Dubois au sujet d'un bornage. 1924-1934.
1 chemise
- 11** Lettres relatives au litige entre la commune et J. G. au sujet d'une emprise de terrain le long de la rue du Culot expropriée par la commune. 1970.
2 pièces

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

12 Dossier relatif à l'installation des membres. 1952-1975. 1 chemise

13 Dossier individuel de Joseph Legrain. 1933, 1942-1945. 1 chemise

2. BOURGMESTRE

14 14 - 16 DOSSIERS INDIVIDUELS. 1939-1978.
Jean-Baptiste Grégoire. 1939-1944. 1 chemise

16 Adhémar Collige. 1956-1978. 1 chemise

B. PERSONNEL DES SERVICES

1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS

17 Dossier relatif aux pensions. 1926-1976. 1 chemise

18 États annuels des traitements. 1961-1964, 1966-1971, 1973. 1 chemise

2. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

19 Dossier individuel de Fernand Laret, receveur. 1933-1966. 1 chemise

20 Dossier individuel d'André Cerfaux, secrétaire communal. 1949-1973. 1 chemise

3. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER

21 Dossier relatif aux techniciennes de surface. 1930-1974. 1 chemise

-
- 22 *22 - 25 DOSSIERS INDIVIDUELS DES CANTONNIERS. 1946-1973.*
Marcel Horion. 1946-1973. 1 chemise
- 23 Guy Henin. 1969. 1 chemise
- 24 Georges Legrain. 1969-1970. 1 chemise
- 25 Roger Laurent. 1972-1973. 1 chemise
- 26 *26 - 28 DOSSIERS INDIVIDUELS DES COMMIS DU RAVITAILLEMENT.*
1950-1973.
René Dejaiffe. 1950-1962. 1 chemise
- 27 Suzanne Pietquin. 1956-1957. 1 chemise
- 28 Monique Legrain. 1967-1973. 1 chemise
- 29 4. DOSSIERS DU PERSONNEL DE POLICE
Dossier individuel d'Hector Collige, garde champêtre. 1946-1973. 1 liasse
- 30 5. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT
Dossiers individuels. 1954-1964. 1 chemise

III. PATRIMOINE

A. GÉNÉRALITÉS

- 31 - 33 LIVRES-SOMMIERS DES BIENS, DROITS ET RENTES. 1927-1976.
- 31 1927-1964. 1 volume
- 32 1965-1976. 1 volume
- 33 1975. 1 volume
- B. BIENS IMMOBILIERS*
- 34 Dossier relatif aux emprises que la commune d'Auvelais a acquises pour les travaux à effectuer à divers chemins. 1868, 1883, 1920, 1947. 1 chemise
- 35 - 36 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉCHANGES DE PARCELLES AVEC L'ADMINISTRATION COMMUNALE D'AUVELAIS. 1891-1894, 1955-1962.
- 35 1891-1894. 1 chemise
- 36 1955-1962. 1 chemise
- 37 - 47 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE BIENS. 1898, 1901-1909, 1922-1958, 1964, 1969-1970.
- 37 Parcelles cadastrées section D, n° 135v,w à Jules Mollet. 1898. 1 chemise
- 38 Parcelles situées aux lieuxdits Seuris et Trieu de Fosses. 1901-1909. 1 chemise
- 39 Parcelles situées aux lieudits Village et Trieu de Fosses. 1905. 1 chemise
- 40 Parcelles situées au lieudit Le Fayt. 1922-1942. 1 chemise

-
- 41 Parcelles situées au lieudit Seuris à Auvelais. 1925-1936. 1 chemise
- 42 Parcelles situées au lieudit Trieu de Fosses. 1932-1957. 1 chemise
- 43 Parcelles situées au lieudit Trieu la vache. 1932-1958. 1 liasse
- 44 Parcelles situées au lieudit Bois d'en haut. 1935-1937. 1 chemise
- 45 Parcelle cadastrée section C, n° 271c à Félicien Piret. 1948-1950. 1 chemise
- 46 Parcelle située à Auvelais au lieudit Chère-Voie et cadastrée section E, n° 582t5 à l'Association intercommunale hospitalière de la Basse-Sambre. 1964. 1 chemise
- 47 Parcelle située à Auvelais et cadastrée section B, n° 137p3 à l'État. 1969-1970. 1 chemise
- 48 Dossier relatif à la vente d'excédents de chemins. 1903-1904, 1922-1958. 1 chemise
- 49 Dossier relatif aux locations de biens et de terrains communaux. 1927-1946. 1 chemise
- 50 Dossier relatif à la location du droit de chasse. 1929, 1964, 1970. 1 chemise
- 51 - 55 DOSSIERS RELATIFS AUX EMPRISES À EFFECTUER. 1946-1953, 1957-1961, 1966-1975.
- 51 Modification des chemins n° 21, 25 et 44. 1946-1953. 1 chemise
- 52 Amélioration des chemins n° 1 et 114 et de grande communication n° 504. 1957-1961. 1 chemise
- 53 Réfection du chemin n° 22. 1960. 1 chemise

-
- 54 Amélioration du chemin n° 18 dit rue du Gay. 1966-1975.
1 chemise
- 55 Aménagement de la route n° 739 reliant Keumiée à Fosses-la-Ville.
1973.
1 pièce
- 56 Dossier relatif à la vente de coupes de bois. 1953, 1957-1958,
1960-1963, 1966.
1 chemise
- 57 - 59 DOSSIERS RELATIFS AUX ACQUISITIONS DE PARCELLES.
1955, 1971, 1975-1976.
- 57 Parcelles cadastrées section D, n° 63d et 64b appartenant à Sylvie
Bruyr-Monin, section D, n° 85d appartenant à Joseph Michaux,
section D, n° 67g appartenant à Joseph Francotte et section D, n°
65d,e appartenant à Nestor Philippart pour l'agrandissement du
cimetière. 1955.
1 chemise
- 58 Parcelles cadastrées section D, n° 303r, 304r, 753a et 755b
appartenant aux enfants Genard. 1971.
1 pièce
- 59 Parcelles cadastrées section D, n° 343g,q,s, t appartenant à Marcel
Detongre-Lenoir pour la construction d'un hall sportif. 1975-1976.
1 chemise
- 60 Expertise d'une parcelle cadastrée section D, n° 342d. 25 juin
1956.
1 pièce
- 61 Dossier relatif à l'expertise des parcelles de terre situées au lieudit
" Prises d'en haut " et cadastrées section C, n° 273c dont une
partie a été proposée à la SA Schwarzkopf. [1966].
1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

62	62 - 64 BUDGETS ANNUELS. 1954-1975. 1954-1959.	1 liasse
63	1960-1969.	1 liasse
64	1970-1975.	1 liasse

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

65	65 - 66 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1975- 1976. 1975.	1 cahier
66	1976.	1 chemise

3. EMPRUNTS

67	Registre relatif aux emprunts. 1948-1972.	1 volume
----	---	----------

4. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES

68	Dossier relatif à la répartition du Fonds des communes et à la superficie de la voirie. 1950-1977.	1 chemise
----	---	-----------

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

69	69 - 71 LIVRES-JOURNAUX DE CAISSE. 1951-1965. 1951-1956.	1 volume
----	---	----------

70	1956-1961.	1 volume
71	1961-1965.	1 volume
72	<i>72 - 76 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1965-1974.</i> 1965-1970.	1 liasse
73	1971.	1 liasse
74	1972.	1 cahier
75	1973.	1 cahier
76	1974.	1 chemise
 2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES		
77	<i>77 - 79 COMPTES ANNUELS. 1954-1976.</i> 1954-1959.	1 liasse
78	1960-1969.	1 liasse
79	1970-1976.	1 liasse
80	<i>80 - 95 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1952-1958, 1962, 1967-1972, 1974, 1976.</i> 1952.	1 chemise
81	1953.	1 chemise
82	1954.	1 chemise

83	1955.	1 chemise
84	1956.	1 liasse
85	1957.	1 chemise
86	1958.	1 chemise
87	1962.	1 liasse
88	1967.	1 chemise
89	1968.	1 liasse
90	1969.	1 chemise
91	1970.	1 chemise
92	1971.	1 chemise
93	1972.	1 chemise
94	1974.	1 liasse
95	1976.	1 liasse
96	3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR Compte de fin de gestion remis par le receveur régional sortant Jules Poncelet. 1976.	1 chemise

C. IMPOSITIONS ET TAXES

- 97 Dossier relatif à la taxe sur la force motrice et le personnel occupé.
1942-1976. 1 chemise
- 98 Rôles sur l'enlèvement des immondices. 1969-1976. 1 liasse

*D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE**99 - 102 MATRICE CADASTRALE OU LISTE DES PROPRIÉTAIRES
AVEC RELEVÉS DE LEURS PROPRIÉTÉS FONCIÈRES NON-BÂTIES ET
BÂTIES (MODÈLE 212). [1887-1920].*

- 99 Volume 1, articles 1-267. 1 volume
- 100 Volume 2, articles 268-501. 1 volume
- 101 Volume 3, articles 502-873. 1 volume
- 102 Volume 4, articles 874-910. 1 volume

V. ÉTAT CIVIL

A. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

- 103** Extraits d'actes des registres ou d'actes transmis par d'autres communes et correspondance afférente. 1932, 1934, 1935-1939, 1941, 1946-1950. 1 chemise
- 104** *B. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES*
Permis d'inhumation. 1947, 1960. 1 chemise
- 105** Listes des concessions octroyées. 1949-1959, 1961-1967, 1969-1976. 1 chemise
- 106** Dossier relatif aux demandes et octrois de concession. 1950-1976. 1 liasse
- 107** Dossier relatif à l'organisation des transports funèbres. 1952-1974. 1 chemise
- 108** Dossier relatif aux autorisations d'exhumation. 1971, 1975-1976. 1 chemise

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

109 - 145 REGISTRES DE LA POPULATION. 1887-1980.

109 - 110 1887-1900.

109	Volume 1, folios n° 1-350.	1 volume
110	Volume 2, folios n° 351-452.	1 volume
111	<i>111 - 113 1901-1910.</i> Volume 1, folios n° 1-200.	1 volume
112	Volume 2, folios n° 201-400.	1 volume
113	Volume 3, folios n° 401-600.	1 volume
114	<i>114 - 116 1911-1920.</i> Volume 1, folios n° 1-200.	1 volume
115	Volume 2, folios n° 201-400.	1 volume
116	Volume 3, folios n° 401-600.	1 volume
117	<i>117 - 120 1921-1930.</i> Volume 1, folios n° 1-200.	1 volume
118	Volume 2, folios n° 201-400.	1 volume
119	Volume 3, folios n° 401-600.	1 volume
120	Volume 4, folios n° 601-800.	

		1 volume
121	<i>121 - 126 1931-1947.</i> Volume 1, folios n° 1-150.	1 volume
122	Volume 2, folios n° 151-300.	1 volume
123	Volume 3, folios n° 301-450.	1 volume
124	Volume 4, folios n° 451-600.	1 volume
125	Volume 5, folios n° 601-750.	1 volume
126	Volume 6, folios n° 751-900.	1 volume
127	<i>127 - 132 1948-1960.</i> Volume 1, folios n° 1-150.	1 volume
128	Volume 2, folios n° 151-300.	1 volume
129	Volume 3, folios n° 301-450.	1 volume
130	Volume 4, folios n° 451-600.	1 volume
131	Volume 5, folios n° 601-750.	1 volume
132	Volume 6, folios n° 751-900.	1 volume
133	<i>133 - 139 1961-1970.</i> Volume 1, folios n° 1-150.	1 volume
134	Volume 2, folios n° 151-300.	

		1 volume
135	Volume 3, folios n° 301-450.	1 volume
136	Volume 4, folios n° 451-600.	1 volume
137	Volume 5, folios n° 601-750.	1 volume
138	Volume 6, folios n° 751-900.	1 volume
139	Volume 7, folios n° 901-1050.	1 volume
140	<i>140 - 145 1971-1980.</i> Volume 1, folios n° 1-175.	1 volume
141	Volume 2, folios n° 176-325.	1 volume
142	Volume 3, folios n° 326-500.	1 volume
143	Volume 4, folios n° 501-675.	1 volume
144	Volume 5, folios n° 676-825.	1 volume
145	Volume 6, folios n° 826-1000.	1 volume
146	146 - 152 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1887-1980. 1887-1900.	1 volume
147	1911-1920.	1 volume
148	1931-1947.	1 volume

149	1948-1960.	1 volume
150	150 - 151 1961-1970. A - Jeandrain.	1 cahier
151	Jeandrain - Z.	1 cahier
152	1971-1980.	1 cahier
153	Registre des entrées et sorties. 1888-1891.	1 volume
154	154 - 160 REGISTRES DES ENTRÉES. 1911-1976, 1979. 1911-1921.	1 volume
155	1921-1932.	1 volume
156	1933-1943.	1 volume
157	1944-1956.	1 volume
158	1957-1962.	1 volume
159	1962-1971.	1 volume
160	1971-1976, 1979.	1 volume
161	161 - 165 REGISTRES DES SORTIES. 1901-1921, 1957-1976. 1901-1911.	1 volume
162	1911-1921.	1 volume

163	1957-1962.	1 volume
164	1962-1971.	1 volume
165	1971-1976.	1 volume
166	Registre des naissances et décès survenus hors de la commune et destinés à être inscrits aux registres de la population. 1971-1976.	1 volume

B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

167	167 - 170 DOSSIERS RELATIFS AUX STATISTIQUES DE LA POPULATION. 1946, 1948-1975. 1946, 1948-1949.	1 chemise
168	1950-1959.	1 chemise
169	1960-1969.	1 chemise
170	1970-1975.	1 chemise
171	Dossier relatif au recensement de la population au 31 décembre 1961. 1961-1964, 1968.	1 chemise

C. CARTES D'IDENTITÉ ET PERMIS DE CONDUIRE

172	Registre des cartes d'identité. 1963-1976.	1 volume
173	Registre des permis de conduire. 1967-1976.	1 volume
174	Registre des licences d'apprentissage. 1967-1976.	1 volume

D. ÉTRANGERS

175	Registre spécial des étrangers. 1924-1929.	
-----	--	--

1 volume

- 176** 176 - 177 REGISTRES DES ÉTRANGERS. 1938-1976.
1938-1967. 1 volume
- 177** 1967-1976. 1 volume
- 178** Permis de travail A et B relatifs à des demandes et autorisations
d'occuper un travailleur étranger. 1948-1972. 1 chemise
- 179** Registre de contrôle des cartes d'identité. 1966-1973. 1 volume
- 180** Registre de contrôle des certificats d'inscription au registre des
étrangers. 1971, 1975-1976. 1 volume

181 VII. ÉLECTIONS
Relevé des bons de transport délivrés pour les élections
communales du 11 octobre 1964. 1964.

1 pièce

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

- 182** Extraits d'actes de naissance pour la préparation des dossiers de levées de milice nationale. 1894-1939.
1 chemise
- 183** 183 - 184 REGISTRES DES MILITAIRES EN CONGÉ ILLIMITÉ. 1906-1946.
1906-1946.
1 volume
- 184** 1940-1946.
1 cahier
- 185** 185 - 190 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE NATIONALE. 1922-1976.
1922-1929.
1 liasse
- 186** 1930-1939.
1 liasse
- 187** 1940-1949.
1 liasse
- 188** 1950-1959.
1 liasse
- 189** 1960-1969.
1 liasse
- 190** 1970-1976.
1 liasse
- 191** Registre des décisions du Centre de recrutement et de sélection. 1953-1973.
1 cahier
- 192** Dossier relatif aux rappels ordinaires. 1963-1976.
1 chemise
- 193** Registre des inscrits, sursitaires et exemptés. 1974-1978.
1 cahier

194

B. GUERRES ET CONSÉQUENCES

Dossier relatif aux dommages de guerre. 1940-1941.

1 chemise

- IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS
- 195 Registre aux condamnations. 1896-1949. 1 cahier
- 196 Dossier relatif à la vérification des poids et instruments de mesure. 1934-1972. 1 chemise
- 197 Rapports d'inspection du garde champêtre. 1974. 1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. SERVICE DE TRAITEMENT DES DÉCHETS

- 198 Dossier relatif à l'enlèvement et au transport des boues et immondices. 1925, 1961-1970. 1 chemise

B. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

199 - 200 REGISTRES RELATIFS À LA VACCINATION DES ENFANTS. 1944-1976.

- 199 1944-1976. 1 cahier
- 200 1972-1976. 1 volume
- 201 Registre relatif aux vaccinations antipoliomyélitiques. 17 mars 1963 - 23 mai 1963. 1 cahier

C. ANALYSE DE L'EAU POTABLE

- 202 Dossier relatif aux analyses de la qualité de l'eau. 1956, 1958, 1962-1963, 1966, 1975. 1 chemise

D. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMUNES

- 203 Plan relatif à l'établissement d'une chaudière à tube. 1900. 1 pièce

204 - 206 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES FAITES PAR LA SA DU CHARBONNAGE D'ARSIMONT. 1901, 1907, 1918.

- 204 Rétablissement et exploitation du chemin de fer traversant les chemins n° 3 et 12. 1901. 1 chemise
- 205 Établissement de deux ponts au chemin n° 3. 1907. 1 pièce
- 206 Établissement d'un pont au-dessus du trainage mécanique pour relier le sentier de culture au chemin d'Arsimont à Ham-sur-Sambre. 1918.

1 pièce

- 207** Registre d'inscription des autorisations d'établir des exploitations dangereuses, insalubres et incommodes. 1935-1976.
1 cahier
- 208** Registre d'inscription des autorisations d'établir des colombiers. 1948-1976.
1 volume
- 209** Dossier relatif à la demande de Jules Haut d'établir un silo de pulpes de betteraves, rue du Centre 78. 1953-1954, 1956-1957.
1 chemise
- 210** Dossier relatif à l'établissement d'une ligne aérienne haute tension reliant Farciennes à Jemeppe. 1954.
1 chemise
- 211** Dossier relatif à la demande de René Alloin d'établir une fabrique de blocs de béton, rue du Palton 6. 1955.
1 chemise
- 212** 212 - 213 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'ÉTABLISSEMENT DE BOUCHERIES-CHARCUTERIES. 1955, 1957, 1965, 1968, 1975. Georges Boogaerts, rue Haut-Bâty 14. 1955, 1965.
1 chemise
- 213** Marcel Evrard, rue d'Auvelais 9. 1957, 1965, 1968, 1975.
1 chemise
- 214** 214 - 215 DOSSIERS RELATIFS AUX DÉPÔTS D'ESSENCE. 1955-1976. 1955-1969.
1 liasse
- 215** 1970-1976.
1 liasse
- 216** 216 - 218 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'ÉTABLISSEMENT D'ATELIERS DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES. 1956-1957, 1961-1962. Fernand Guyaux, rue du Gay 36. 1956.
1 chemise
- 217** Auguste Want, rue de Ham 7a. 1957.

		1 chemise
218	Robert Lorent et Victor Evrard, rue Haut-Bâty. 1961-1962.	1 chemise
219	219 - 220 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'ÉTABLISSEMENT DE MENUISERIES. 1957, 1959, 1961. Fernand Wartique, rue du Try de Fosses 7. 1957, 1959.	1 chemise
220	André Bouillon, rue du Palton 31. 1961.	1 chemise
221	Dossier relatif à la demande d'Oscar Michaux d'établir des ruches, rue de Ham. 1960.	1 chemise
222	222 - 223 LETTRES RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT D'OISELLERIES. 1961. Marc Derese, rue Haut-Bâty 59.	1 pièce
223	Raymond Gobert, rue du Palton 51.	1 pièce
224	Dossier relatif à la demande de Camille Van Bael d'établir un atelier de réparation d'automobiles. 1961.	1 chemise
225	Dossier relatif à la demande de Francis Smets d'établir un atelier de travail du fer, rue d'Auvelais 47. 1963, 1967, 1970, 1974, 1976.	1 chemise
226	Dossier relatif à la demande de Pierre Wartique d'établir un élevage de visons, Place communale 10. 1964-1965.	1 chemise
227	Dossier relatif à la demande de Hermant Wiame d'établir un dépôt d'essence ainsi qu'un atelier de réparation et d'entretien de véhicules automobiles, rue de Fosses 35. 1965-1966.	1 chemise
228	Dossier relatif à la demande de Fernand Guyaux d'établir des moteurs dans un atelier de constructions métalliques, rue du Gay 79. 1966-1967.	1 chemise

-
- 229 Dossier relatif à la demande de Claudette De Mol d'établir un salon de coiffure, rue Neuve 10. 1967.
1 chemise
- 230 Certificat de publicité et affiche relatifs à l'enquête sur la demande faite par la SA Trading d'étendre le point de vente de carburants, rue de Tamines. 1969.
2 pièces
- 231 Certificat de publicité et affiche relatifs à l'enquête sur la demande faite par la SA Carrières et Fours d'exploitation d'une mine. 1969.
2 pièces
- 232 - 233 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'ÉTABLISSEMENT DE PORCHERIES. 1970-1971, 1974.
232 Maurice Destrée, rue Hayettes. 1970-1971.
1 chemise
- 233 Hector Bogaert, rue Neuve 26. 1974.
1 chemise
- 234 Dossier relatif à la demande des Établissements Armand Lecrenier-Oswald Cotilsambre de détenir des explosifs, Place communale 17. 1971, 1974-1975.
1 chemise
- 235 Dossier relatif à la demande de Lena Liekens d'établir un atelier de torréfaction du café, rue du Gay 83. 1976.
1 chemise
- 236 Dossier relatif à la demande d'Hubert Watelet d'établir un atelier d'imprimerie, rue Basse-Sambre 2. 1976.
1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

- 237 Dossier relatif aux travaux de restauration et d'aménagement de la maison communale et des écoles. 1947-1957. 1 chemise
- 238 Plan relatif à l'avant-projet de transformation intérieure de la maison communale. 1963. 1 pièce
- 239 Dossier relatif à la restauration de la toiture des bâtiments communaux. 1964-1967. 1 chemise
2. BÂTIMENTS SCOLAIRES
- 240 Plan des travaux à exécuter à l'école des garçons. 1899. 1 pièce
- 241 Dossier relatif au projet de restauration et d'amélioration des locaux scolaires et communaux. 1916-1919. 1 chemise
- 242 Dossier relatif aux travaux d'aménagement des sanitaires, de la cour et du préau de l'école des garçons. 1928-1935. 1 chemise
- 243 Dossier relatif aux travaux de restauration du logement de l'instituteur. 1934-1935. 1 chemise
- 244 Dossier relatif à l'avant-projet de construction d'écoles gardienne et primaire. 1961-1966. 1 liasse
- 245 - 246 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'EXTENSION ET DE MODERNISATION DES ÉCOLES. 1966-1972.
- 245 Dossier des travaux. 1 liasse

246	Plans.	1 liasse
3. BÂTIMENTS DU CULTE		
<i>247 - 250 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX AU PRESBYTÈRE. 1916-1917, 1955-1958, 1960-1968, 1970.</i>		
247	Reconstruction. 1916-1917.	2 pièces
248	Restauration. 1955-1958, 1965-1966.	1 chemise
249	Construction d'un garage et d'un mur de clôture. 1960-1968.	1 chemise
250	Installation d'une salle de bain. 1970.	1 chemise
<i>251 - 257 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX EFFECTUÉS À L'ÉGLISE. 1924-1936, 1950, 1957-1961, 1965-1966, 1972-1975.</i>		
251	Restauration et agrandissement. 1924-1936.	1 chemise
252	Réfection de la toiture. 1950.	1 pièce
253	Restauration. 1957-1959.	1 chemise
254	Remplacement de l'éclairage et transformation de l'installation électrique. 1961.	1 chemise
255	Entretien. 1965-1966.	1 chemise
256	Remplacement de la porte principale. 1972.	1 chemise
257	Installation du chauffage central. 1972-1975.	1 chemise
258	Procès-verbal de séance du Conseil de Fabrique et lettre de l'architecte provincial au bourgmestre relatifs aux travaux d'installation de la distribution d'eau au presbytère et à l'église.	

	1931.	2 pièces
259	4. CIMETIÈRE Dossier relatif aux travaux d'agrandissement. 1956-1958.	1 chemise
260	Dossier relatif aux travaux de réparation. 1956-1960.	1 chemise
261	Plan relatif au projet d'agrandissement du cimetière. 1976.	1 pièce
	<i>B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)</i>	
262	1. GÉNÉRALITÉS Plan du réseau de la voirie. [1976].	1 pièce
263	2. VOIRIE COMMUNALE ET VICINALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES ÉGOUTS, ETC.) Dossier relatif aux travaux de construction d'un pont sur la Biesme au lieudit Wirchet sous le chemin n° 21. 1903.	1 chemise
264	<i>264 - 273 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION. 1903-1919, 1931-1957, 1967-1976.</i> Chemins n° 24 et 24 bis. 1903-1904, 1906.	1 chemise
265	Chemin n° 3 dit rue Lieutenant Lemercier. 1905.	1 pièce
266	Chemins n° 21, 25, 45 et 48. 1907-1908, 1910, 1912, 1919.	1 chemise
267	Chemin n° 1. 1919.	1 chemise
268	Chemin n° 45 dit rue du Centre. 1931-1932, 1934, 1937-1939.	1 chemise
269	Chemins n° 1 dit " rue Haut-Bâty " et n° 114. 1936-1937, 1947-	

	1968.	1 chemise
270	Chemin n° 4 dit rue Pierrière. 1937-1939, 1945-1952.	1 chemise
271	Chemins n° 21, 25 et 44 dits rue de Fer. 1937-1938, 1941, 1945-1957.	1 liasse
272	Chemins n° 16 et 21. 1967.	2 pièces
273	Chemin n° 48 dit rue des Écoles et sentier n° 98 dit rue de l'Église. 1968-1969, 1971-1976.	1 chemise
274	<i>274 - 282 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE RÉFECTION. 1925-1935, 1941-1942, 1947-1957, 1974-1976.</i> Chemin n° 3. 1925-1930, 1934-1935.	1 chemise
275	Chemins n° 1 dit du Haut-Bâty et n° 114 dit du Palton. 1941-1942.	1 chemise
276	Chemin mitoyen n° 16. 1er février 1947.	1 pièce
277	Chemin sans numéro dit rue Neuve et placement d'un puisard au chemin n° 45 dit rue du Centre. 1948-1949, 1951.	1 chemise
278	Chemin reliant la Pierrière à la route de l'État. 1949-1952.	1 chemise
279	Chemin n° 17 et construction d'une cheminée au chemin n° 21. 1950-1953.	1 chemise
280	Chemin n° 25. 1951, 1953, 1955-1956.	1 chemise
281	Chemin sans numéro dit rue Neuve, chemin n° 17 dit rue du Gay et chemin de grande communication n° 81. 1951, 1954-1957.	1 chemise
282	Chemin n° 46 et établissement d'une canalisation au sentier de la	

-
- Drève. 1953, 1974-1976. 1 chemise
- 283** Dossier relatif à la construction du chemin de grande communication n° 81 dit " de la Basse-Sambre " reliant Tamines à Namur. 1936-1938. 1 chemise
- 284** Dossier relatif aux travaux d'entretien des chemins. 1939-1965. 1 chemise
- 285 - 287 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE RÉFECTION EXTRAORDINAIRE. 1950-1961.*
- 285** Chemin n° 17. 1950-1953, 1955, 1957-1958. 1 chemise
- 286** Chemin n° 12 dit rue du Palton. 1953-1956. 1 chemise
- 287** Chemin n° 22 dit rue du Culot. 1956-1961. 1 chemise
- 288** Dossier relatif aux travaux de réfection du chemin de grande communication n° 81 dit de la Basse-Sambre. 1953-1956. 1 chemise
- 289** Dossier relatif aux travaux de raccordement de particuliers à l'égout. 1954-1975. 1 liasse
- 290** Dossier relatif à la démolition d'une maison située place communale n° 45 en vue de l'aménagement du carrefour du chemin n° 1 avec ladite place. 1958-1963. 1 chemise
- 291** Dossier relatif aux travaux de suppression du sentier n° 100. 1962-1965. 1 chemise
- 292** Dossier relatif à la réfection et à l'amélioration du chemin n° 24bis dit " rue Georges Deprez ". 1965-1972, 1974, 1976. 1 chemise
- 293** Dossier relatif aux travaux d'amélioration de la Place communale. 1968-1969, 1971-1975. 1 liasse

-
- 294 Dossier relatif aux travaux de détournement du sentier n° 101. 1972. 1 chemise
3. VOIRIE NATIONALE
- 295 Dossier relatif au prolongement de la route de l'État n° 739. 1972-1976. 1 chemise
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*
- 296 Dossier relatif au curage du cours d'eau La Biesme. 1956-1970. 1 chemise
- D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*
1. DISTRIBUTION D'EAU
- 297 Dossier relatif aux travaux d'extension du réseau. 1948-1976. 1 chemise
- 298 Dossier relatif aux raccordements de particuliers. 1954-1970. 1 chemise
2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
- 299 Dossier relatif aux demandes de la Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX) d'établir des postes de transformation aériens. 1961-1976. 1 chemise
- 300 Avis et procès-verbal d'enquête relatifs à la demande de la SA O.C.E Linalux Charleroi de modifier la composition d'une ligne électrique. 13 juin 1966, 28 juin 1966. 2 pièces
3. ÉCLAIRAGE PUBLIC
- 301 Dossier relatif aux travaux de modernisation du réseau. 1961-1975. 1 liasse
4. TÉLÉPHONE
- 302 Dossier relatif aux travaux de construction du réseau. 1920-1928. 1 chemise

-
- 303 - 305 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'EXTENSION DU RÉSEAU. 1943-1976.
- 303 1943-1952. 1 chemise
- 304 1954-1966. 1 liasse
- 305 1970-1976. 1 chemise
- 306 Dossier relatif aux travaux de mise en place d'un réseau souterrain. 1954. 1 chemise
5. TÉLÉDISTRIBUTION
- 307 Dossier relatif aux travaux de construction du réseau. 1973-1974. 1 chemise
6. TRANSPORTS EN COMMUN
- 308 Dossier relatif aux autorisations d'exploiter des services d'autobus. 1951-1952, 1960-1962, 1964, 1966. 1 chemise
- 309 Dossier relatif aux travaux de placement d'abribus. 1971-1972, 1974-1976. 1 chemise
- E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
- 310 Dossier relatif aux demandes de petites transformations, constructions et d'alignement de voirie. 1941-1972. 1 chemise
- 311 Dossier relatif à la mise en place d'un plan d'aménagement. 1948-1968. 1 chemise
- 312 Avis de réception de demandes de permis de bâtir. 1962-1963. 1 cahier
- 313 Dossier relatif à la délimitation du territoire communal en zones agricole et forestière. 1965-1967. 1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

A. CADRE GÉNÉRAL

314 Dossier relatif aux adoptions des écoles. 1916-1957. 1 chemise

315 - 317 DOSSIERS RELATIFS AUX CRÉATIONS D'ÉCOLES COMMUNALES. 1950, 1967.

315 École pour filles. 1950. 1 chemise

316 École gardienne mixte. 1950. 1 chemise

317 École mixte. 1967. 1 chemise

318 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la séparation de la cour des écoles pour filles et garçons. 16 septembre 1955. 1 pièce

B. ORGANISATION

319 Dossier relatif à l'organisation de l'inspection médicale scolaire. 1948-1968. 1 chemise

C. BÂTIMENTS

320 Dossier relatif à la mise à disposition d'un logement scolaire. 1954-1956. 1 chemise

D. FINANCES

321 Dossier relatif à l'attribution de subsides. 1960-1975. 1 chemise

322 Dossier relatif aux comptes annuels. 1964-1976. 1 chemise

XIII. BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE

A. CADRE GÉNÉRAL

323 Dossier relatif à la création d'une bibliothèque communale. 1949-1950. 1 chemise

324 Règlement d'ordre intérieur. [ca 1950]. 1 pièce

B. PERSONNEL

325 Dossier relatif au recrutement d'un bibliothécaire. 1950. 1 chemise

326 Dossier individuel d'Henri Pietquin, bibliothécaire. 1951-1973. 1 chemise

C. FINANCES

327 Bilans des recettes et dépenses. 1950-1951. 1 chemise

328 Comptes annuels. 1952-1970. 1 chemise

329 Budgets annuels. 1950-1972. 1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

- 330** Dossier relatif à l'autorisation d'exploiter un service de taxis ne stationnant pas sur la voie publique. 1953-1954, 1957, 1962, 1973-1975. 1 chemise
- 331** Recensements agricoles et horticoles. 1963, 1966-1970. 1 chemise

- 332** XV. AFFAIRES SOCIALES
Registre-matricule aux livrets d'ouvriers. 1919-1973. 1 volume
- 333** Dossier relatif aux allocations aux personnes porteuses de handicap. 1951-1960. 1 chemise
- 334** Registre des pensions de vieillesse. 1952-1955. 1 cahier
- 335** Dossier relatif à la prise en charge financière des soins aux indigents. 1952-1955. 1 chemise

XVI. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE ET LA
COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

*336 - 337 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉLECTIONS, PRESTATIONS DE
SERMENT ET DÉMISSIONS DES MEMBRES. 1888, 1898-1973.*

336	1888, 1898-1924.	1 chemise
337	1925-1973.	1 chemise
338	Modifications budgétaires. 1955-1976.	1 chemise

XVII.RELATIONS AVEC LA PAROISSE

A. PERSONNEL

- 339 Dossier relatif au renouvellement des membres du Conseil de Fabrique. 1939-1975. 1 chemise
- 340 Dossier relatif à la rémunération du personnel d'église. 1941-1977. 1 chemise
- 341 Extraits des registres aux délibérations du Conseil communal et du Conseil de Fabrique relatifs au rétablissement du poste de sonneur. 1943. 2 pièces

B. PATRIMOINE

- 342 Devis pour la restauration et le nettoyage des orgues de l'église. 1926. 2 pièces
- 343 Extrait du registre aux délibérations du Conseil de Fabrique relatif à la volonté de remplacement des cierges par de l'éclairage électrique. 1942. 1 pièce
- 344 Lettre du Conseil de Fabrique au Collège échevinal relative à la démolition d'une chapelle funéraire dont l'entretien revient à la Fabrique d'église. 1974. 1 pièce

C. FINANCES

- 345 345 - 347 BUDGETS ANNUELS. 1953-1975. 1953-1959. 1 chemise
- 346 1960-1969. 1 chemise
- 347 1970-1975. 1 chemise
- 348 348 - 350 COMPTES ANNUELS. 1952-1976. 1952-1959.

		1 chemise
349	1960-1969.	1 chemise
350	1970-1976.	1 chemise
351	Lettre du Conseil de Fabrique au bourgmestre demandant une intervention communale pour le chauffage de l'église. 1928.	1 pièce
352	Extrait du registre aux délibérations du Conseil de Fabrique relatif au transfert de crédit pour les travaux de peinture à l'église. 1965.	1 pièce